

L'UPR dénonce le coup de force que constitue la prolongation sans fin de l'état d'urgence



© PIERRE CONSTANT / AFP

L'UPR dénonce le coup de force que constitue la prolongation sans fin de l'état d'urgence voulue par l'exécutif, et demande au Conseil de l'Europe de suspendre la participation de la France à son assemblée parlementaire.

L'UPR dénonce de façon solennelle le coup de force que constitue la prolongation de l'état d'urgence en France voulue par l'exécutif. Il ne s'agit désormais plus d'une durée de trois mois comme l'avait annoncé François Hollande, mais d'une durée sans limitation claire et d'au moins de plusieurs années comme l'a laissé entendre Manuel Valls ce vendredi sur la BBC.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Déployant une rhétorique bushienne sur la « guerre totale et globale contre le terrorisme », le Premier ministre a non seulement plaidé pour le maintien de l'état d'urgence « jusqu'à ce que Daech soit éradiqué » mais indiqué également que la France devait « éradiquer, éliminer Daech », « en Afrique, au Moyen Orient, en Asie » annonçant, ainsi, des guerres sans fin à l'étranger.

L'UPR met en garde les Français devant la volonté de François Hollande et de Manuel Valls de faire ainsi des attentats de 2015 un « 11 septembre 2001 (9/11) français ».

L'UPR appelle les Français à regarder sans détours ce que sont devenus les États-Unis d'Amérique au cours des quinze dernières années : une démocratie inquiétante et factice, fondée sur la violence, à la fois à l'intérieur de ses frontières et à l'extérieur, ayant imposé un recul saisissant de l'état de droit et des libertés publiques, et une transformation des grands médias en outils de propagande éhontée.

L'UPR relève une nouvelle fois le silence de la prétendue « opposition » - LR et FN - devant le coup d'État rampant mené par l'exécutif, qui est en train de transformer la patrie des Droits de l'Homme en une dictature qui ne dit pas son nom. En réalité, cette « opposition » de connivence, ce parti de la guerre, souscrit pleinement à l'idéologie euro-atlantiste qui anime le gouvernement et qui conduit la France au « choc des civilisations » et à la guerre.

L'UPR rappelle qu'elle était déjà bien seule, dès le 13 novembre dernier, à dénoncer la mise en place de l'état d'urgence sur tout le territoire national.

L'UPR salue, en revanche, la réaction vigoureuse de plusieurs ONG, comme la Ligue des Droits de l'Homme, ou celle du Syndicat de la magistrature, devant les contraintes imposées par l'état d'urgence.

L'UPR note aussi que le Conseil d'État a, pour la première fois, décidé vendredi de suspendre l'une des assignations à résidence prononcées dans le cadre de ce régime d'exception.

L'UPR note enfin que la prolongation illimitée de l'état d'urgence en France suscite désormais l'incompréhension et la réprobation au niveau international.

Après l'alerte lancée par la Commission des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, ce sont des experts des Nations unies qui viennent ainsi de demander au gouvernement de ne pas le maintenir au-delà du 26 février 2016, en raison des restrictions excessives et disproportionnées qu'il impose aux libertés fondamentales.

L'UPR demande, pour sa part, à la Commission des droits de l'Homme du Conseil de l'Europe de proposer aux États membres de cette organisation (qui n'a rien à voir avec les institutions européennes découlant du traité de Rome) la suspension immédiate de la France de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) tant que ces mesures liberticides seront en vigueur sur le territoire de la République française.

L'UPR rappelle que des mesures suspensives de même nature ont déjà été prises dans le passé par l'APCE à l'égard des pays membres qui ne respectaient plus la Convention européenne des droits de l'homme, ce que le gouvernement français a précisé officiellement annoncé.

Ce fut par exemple le cas de la Grèce en 1969, de la Russie pendant la première guerre de Tchétchénie, ou de la Biélorussie.